

Linda Briskin et Mona Eliasson (dir.) : *Women Organizing and Public Policy in Canada and Sweden*

Jacinthe Michaud

Volume 13, Number 2, 2000

Communications

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/058116ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/058116ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Michaud, J. (2000). Review of [Linda Briskin et Mona Eliasson (dir.) : *Women Organizing and Public Policy in Canada and Sweden*]. *Recherches féministes*, 13(2), 179–183. <https://doi.org/10.7202/058116ar>

indiquer qu'il s'agit d'une conséquence directe du travail en équipe. Bien entendu, les rationalisations d'entreprises ont une incidence importante. Toutefois, il n'est pas fréquent que l'on passe d'une stratégie de développement d'autonomie à une délocalisation. En général, on peut observer des pertes d'emplois dans le pays ou la région en question, mais rarement une délocalisation, puisqu'il s'agit alors d'un changement de stratégie.

Un article de Zena Seldon et de Dawn Farough étudie les pratiques discriminatoires des entreprises financières qui octroient des crédits hypothécaires aux femmes. Peu d'études ayant été faites sur ce thème, leur article est très intéressant, même s'il devrait être complété par d'autres études et ne vaut pas nécessairement pour le Québec.

La revue comprend aussi un certain nombre de recensions, de poèmes et d'autres articles, sur les effets de la mondialisation en Inde, sur les conséquences du fondamentalisme religieux et du féminisme en Asie du Sud-Est et, enfin, sur les expériences de diplômées de *womens' studies* qui entrent sur le marché du travail.

La revue *Atlantis* continue ainsi de présenter des numéros intéressants pour les féministes. Insistons en particulier dans ce cas-ci sur cet hommage important à l'économiste féministe Michèle Pujol.

DIANE-GABRIELLE TREMBLAY
Télé-université

—• **Linda Briskin et Mona Eliasson (dir.)**

Women's Organizing and Public Policy in Canada and Sweden.

Montréal et Kingston, Londres-Ithaca,

McGill-Queen's University Press, 1999, 384 p.

Linda Briskin et Mona Eliasson proposent ici une étude comparative des efforts de mobilisation du mouvement des femmes à l'endroit des politiques publiques au Canada et en Suède. Malgré l'apparente similitude, ces deux pays présentent des orientations politiques distinctes : le Canada étant de tendance libérale, à l'instar des États-Unis, de l'Australie et de la Grande-Bretagne (O'Connor, Orloff et Shaver 1999), alors que la Suède affiche une orientation résolument social-démocrate. Les analyses comparatives portant sur les politiques publiques et leurs effets différenciés selon le genre sont stimulantes et particulièrement éclairantes. Cependant, *Women's Organizing and Public Policy in Canada and Sweden* se distingue avec une collection d'articles dont le point de départ est le mouvement des femmes et ses multiples stratégies de mobilisation. Mis à part l'introduction et deux articles du volume, chacun des textes thématiques ont été écrits par deux spécialistes : l'une canadienne et l'autre suédoise. L'ensemble est divisé en trois sections. La première remet en question les frontières habituelles de l'État pour s'intéresser à l'immigration et à l'intégration régionale découlant de l'Union européenne et de l'Accord de libre-échange nord-américain. La deuxième section se penche sur les modes organisationnels privilégiés par les mouvements des femmes du Canada et de la Suède : partis politiques,

syndicats, intervention directe auprès de l'appareil étatique. Enfin, la troisième section aborde les politiques publiques (services de garde, santé, éducation, violence, sexualité) qui ont mobilisé des énergies considérables dans les deux pays visés. Tous les articles sont accompagnés d'un résumé. Un index des noms et des concepts clés termine l'ensemble.

Au Canada, nous connaissons mieux les travaux de Linda Briskin en raison de ses nombreux ouvrages sur le mouvement syndical et les modes organisationnels du mouvement des femmes, dont *Feminist Organizing for Change: The Contemporary Women's Movement in Canada*, qu'elle a cosigné en 1988 avec Nancy Adamson et Margaret McPhail. Briskin connaît très bien le mouvement des femmes anglo-canadien, mais elle connaît aussi celui de la Suède pour y avoir séjourné et fait de la recherche pendant huit mois, répartis sur une période de trois ans. L'article d'introduction qu'elle signe seule offre une perspective théorique très approfondie et complexe des modalités d'organisation et des stratégies au sein du mouvement des femmes. Son approche est originale à plus d'un titre. D'une part, aborder le mouvement des femmes par sa dynamique organisationnelle plutôt que par ses structures permet, selon Briskin, de laisser émerger toute une série de relations. La mise en valeur des activités relationnelles évite un certain réductionnisme idéologique et suggère que le féminisme, en tant que mouvement porteur d'idéologies, n'est pas sans poser certaines limites à l'analyse : « Feminism is a site of struggle, a moment of resistance, an organizing tool, it helps reproduce communities of interest but also patterns of exclusion » (p. 6).

Un autre élément d'analyse, pour qui veut comprendre cet ensemble de relations, consiste à faire l'étude du mouvement des femmes par la « géographie » des réseaux (*mapping*) des terrains discursifs et des luttes féministes. La dynamique des forces de changement et la remise en question des rapports de pouvoir illustrent une cartographie fort complexe qui chevauche plusieurs plans : celui des tensions, des contradictions et des relations entre les entités; celui du local et du particulier; celui des enjeux qui évoluent dans des contextes stratégiques différents; celui des relations politiques et stratégiques mises à jour par les modes d'organisation. Bref, faire la géographie du mouvement des femmes a pour avantage de mettre les activités relationnelles et ses divers sites au centre de l'analyse, que ces activités soient unificatrices ou conflictuelles (p. 9).

D'entrée de jeu, nous sommes frappée par une différence fondamentale entre le Canada et la Suède qui traverse l'ensemble des articles. Les Suédoises ont moins tendance à s'organiser en dehors des partis politiques et des syndicats ou même sur une base autonome à l'intérieur de ces deux modes traditionnels de représentation. Le secteur associatif et communautaire, dont font partie les groupes autonomes de femmes, y est donc considérablement moins important qu'au Canada. Ce phénomène prendrait sa source dans la société suédoise et ses institutions qui ont érigé en valeur fondamentale l'égalité entre les femmes et les hommes. Par conséquent, les revendications acheminées en dehors des canaux officiels et traditionnels de représentation sont mal perçus en raison du potentiel conflictuel qui en résulterait. Malgré tout, certains enjeux ont dû s'exprimer à l'extérieur des partis ou du mouvement syndical, faute d'y trouver un écho favorable, comme l'orientation sexuelle, la violence, l'immigration et, dans une certaine mesure, la santé.

En contrepartie, le secteur associatif et communautaire est très développé au Canada, même si sa répartition sur l'ensemble du territoire demeure inégale. Le mouvement des femmes y a donc privilégié les canaux intermédiaires pour faire valoir ses principales revendications, sans pour autant négliger la voix officielle et traditionnelle des partis et des syndicats. Ce constat amène certaines collaboratrices à souligner que le travail volontaire possède une signification qui le lie davantage à l'éthique du « devoir civique » qu'à une activité librement consentie comme en Suède. Cette observation vise en particulier le secteur de la santé et des services sociaux, là où le militantisme féministe autant que le bénévolat ont fait naître de nombreuses organisations autonomes (p. XI; voir aussi l'article de Feldberg et Carlsson).

Au total, dix articles composent *Women's Organizing and Public Policy in Canada and Sweden*, certains décrivant plus longuement les enjeux, alors que d'autres sont d'une facture nettement plus théorique. À remarquer celui de Rianne Mahon qui signe seule son texte sur les services de garde. C'est un texte majeur en ce qu'il procède d'abord, et de manière encore plus convaincante que les autres, par la mise en contexte historique des origines de l'État providence dans les deux pays. Il est très approfondi également en ce qui concerne l'exposé des faiblesses de mobilisation et d'organisation des féministes et de la gauche canadienne. L'article de Mahon cherche moins que d'autres à faire de l'action des groupes de femmes une aventure romantique ou vertueuse. La mobilisation et les stratégies mises en œuvre pour l'obtention de services de garde par les féministes canadiennes n'ont tout simplement pas eu d'influence dans ce domaine, les premières subventions n'étant venues que sous forme de lutte contre la pauvreté avec le Régime d'assistance publique du Canada (p. 252). Les Suédoises, de leur côté, n'ont pas eu la tâche plus facile avec les syndicats, cependant que les résultats pour atteindre l'égalité y ont été plus probants.

À la lecture de plusieurs textes, nous serions en droit de nous demander d'ailleurs si les stratégies des Suédoises, par la voie des partis politiques ou des syndicats, ou des deux à la fois, n'y ont pas été plus payantes. Cela serait négliger de reconnaître que les gains obtenus l'ont été dans la mesure où les demandes des féministes s'inscrivaient dans la promotion de l'égalité, notion érigée, avons-nous dit précédemment, au statut de valeur nationale. Ce qui explique notamment que toutes les stratégies en vue de la reconnaissance de l'orientation sexuelle, pour ne prendre que cet exemple, se sont vu opposer une fin de non-recevoir. En Suède, les politiques publiques sont nettement plus homogènes et hermétiques à tout ce qui pourrait introduire une division avec des demandes portant sur la diversité. Dans un article qui manque malheureusement de profondeur théorique, Becki L. Ross et Catharina Landström parviennent à illustrer les luttes politiques et juridiques autour des concepts de « famille » et d'« époux ». Curieusement, cette reconnaissance de la diversité sexuelle parvient à opérer quelques percées à certains niveaux administratifs et législatifs, par exemple dans les politiques d'immigration. Wuokko Knocke et Roxanna Ng mentionnent ce fait particulier où la législation suédoise sur l'immigration reconnaît les unités familiales formées d'un couple de même sexe, ce qui n'est pas encore le cas au Canada (p. 90). Toutefois, là n'est pas l'argument central de leurs propos. Les politiques

d'immigration tant au Canada qu'en Suède ont marginalisé l'expérience des femmes et ont fait de leur contribution à la société un phénomène négligeable.

Dans un autre ordre d'idée, l'article de Barbara Cameron et de Lena Gonäs analyse les forces féministes de mobilisation à l'occasion de deux événements de restructuration économique, politique et régionale survenus à la fin du XX^e siècle : l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et l'Union européenne (UE). Il s'agit, sans contredit, de l'enjeu qui permet le mieux de mesurer l'ampleur et la force d'organisation des mouvements des femmes dans chacun des pays. L'État providence ayant contribué à développer les services sociaux et à réguler les forces du marché du travail de manière à permettre aux femmes d'y accéder, la défense de cette forme d'État devenait donc centrale dans la lutte qui a mobilisé les féministes tant au Canada, avec le Comité national d'action des femmes, qu'en Suède, avec la mobilisation de certains partis politiques. Les militantes des organisations visées se sont attardées à démontrer la sexualisation de l'organisation du travail, la fragilité des emplois des femmes dans les secteurs public et privé et elles ont revendiqué le maintien des services sociaux, de la santé et la protection de l'environnement.

Un texte sur la représentation politique des femmes se devait de faire partie de cette collection. Chantal Maillé et Lena Wängnerud soulèvent plusieurs éléments clés depuis longtemps débattus dans le mouvement des femmes, comme la masse critique avec laquelle il est possible de mieux défendre les intérêts des femmes dans les sphères du pouvoir et la règle des quotas. Au Canada, les groupes autonomes de femmes ont été le véhicule privilégié par lequel les féministes se sont mobilisées et ont obtenu certains gains. Cependant, le système politique canadien est, à tous les égards, moins sympathique à la présence des femmes où le taux de représentation dans les sphères du pouvoir formel demeure dramatiquement bas. La situation ne serait pas près de changer selon les auteures.

Parvenir à rendre compte de l'ensemble des activités de mobilisation des femmes est une tâche colossale, sans doute impossible, particulièrement en ce qui concerne le Canada où le mouvement des femmes doit composer avec des situations de diversité à plusieurs niveaux : diversité ethnique, diversité géographique et diversité linguistique, pour ne nommer que quelques cas. Les directrices de la collection se sont attaquées à cette difficulté et sont parvenues à relever le défi d'une manière remarquable. Elles sont allées chercher des collaboratrices représentatives d'un large spectre d'enjeux et de débats au sein du mouvement des femmes, et ce, en tenant compte du contexte de la disparition de l'État providence, de la désintégration des politiques publiques, de la sécurité sociale et des mobilisations montantes devant le néolibéralisme. Cependant, la formule qui consiste à jumeler les auteures, pour être originale en soi, donne des résultats inégaux. Dans certains chapitres, la théorisation des enjeux et des stratégies de mobilisation a cédé la place à leur simple description. Les articles de Rianne Mahon et de Linda Briskin — qui, en plus de son introduction, signe seule un second article sur la mobilisation syndicale — tranchent nettement sur les autres en raison de leur profondeur théorique et de leur capacité de prendre en considération une plus large vision comparative d'ensemble. Précisons toutefois que ce livre constitue pour les universitaires qui ont fait du mouvement des femmes

leur champ de recherche un outil indispensable. Celles qui, dans ce domaine, privilégient la scène politique canadienne pourront ainsi trouver à l'intérieur de cette collection des articles qui illumineront, de façon contrastée, les conjonctures politique, économique, sociale et culturelle qui ont fait avancer les politiques publiques ou ont contribué à leur érosion.

JACINTHE MICHAUD

École d'études des femmes
Collège Glendon, Université York

— RÉFÉRENCES

ADAMSON, Nancy, Linda BRISKIN, et Margaret MCPHAIL

1988 *Feminist Organizing for Change: The Contemporary Women's Movement in Canada*. Toronto, Oxford University Press.

O'CONNOR Julia S., Ann Shola ORLOFF et Sheila SHAVER

1999 *State Market and Families: Gender Liberalism and Social Policy in Australia, Canada, Great Britain and the United States*. New York et Cambridge, Cambridge University Press.

—● Gary N. Powell (dir.)

Handbook of Gender and Work.

Londres, Sage Publications, 1999, 651 p.

Gary Powell, dont le premier ouvrage *Women and Men in Management* (1988) avait présenté un excellent bilan de la recherche américaine sur les femmes et la gestion, a su s'entourer ici de 27 chercheuses et de 11 chercheurs américains, britanniques et canadiens reconnus dans le domaine pour réaliser un ouvrage de référence indispensable qui présente un bilan de la recherche et de la théorie dans le domaine « femmes et travail ». C'est sans contredit l'ouvrage qui, actuellement, englobe la gamme la plus étendue des sous-thèmes ayant fait l'objet de recherches depuis les vingt dernières années. La littérature examinée par chaque auteur ou auteure, sans être exhaustive, permet tout de même généralement une bonne couverture du champ à l'étude, bien que cela varie d'un chapitre à l'autre.

Cet ouvrage scientifique comprend six sections regroupant 24 chapitres qui sont autant de revues de littérature commandées à des chercheuses et à des chercheurs de renom sur des sujets particuliers. C'est également un outil de sensibilisation sur une diversité de questions d'intérêt liés au genre en milieu de travail. Pour atteindre ces objectifs,